

Le carré d'impossibilité de François Hollande

Michel Husson, Lettre du Conseil scientifique d'Attac n°49, octobre 2012

Il y a quelques décennies, l'économiste Robert Mundell établissait un triangle d'incompatibilité. Entre ces trois objectifs : change fixe, libre circulation des capitaux et indépendance de la politique monétaire, il y en a un de trop. Dans la conjoncture actuelle, le triangle d'incompatibilité est devenu un carré d'impossibilité que l'on peut résumer en quatre « théorèmes » qui constituent une grille de lecture des politiques néolibérales.

Théorème 1

On ne peut faire de l'austérité budgétaire sans casser la croissance.

C'est presque un lieu commun, qui fait assez consensus chez les économistes. Il y a un « multiplicateur budgétaire » ou plutôt, en l'occurrence, un « diviseur » : vous réduisez vos dépenses, cela fait baisser l'activité économique et donc vos recettes. Résultat des courses : le déficit ne s'est pas réduit ou ne le fait que moyennant une récession.

Preuve : Espagne, Grèce, Italie.

Théorème 2

On ne peut faire baisser le coût du travail sans rogner sur le pouvoir d'achat.

Démonstration : vous baissez les cotisations sociales pour doper la compétitivité. Il faut alors distinguer plusieurs cas. Premier cas : vous ne faites rien d'autre, autrement dit c'est le déficit de la Sécurité sociale qui augmente d'autant mais, comme vous voulez le réduire, c'est donc exclu. Deuxième cas : les baisses de cotisations sociales sont compensées par une hausse de la CSG auprès de la Sécurité sociale. Mais vous postulez que le salaire direct sera augmenté d'autant. Le pouvoir d'achat des salariés est donc préservé, mais le coût du travail n'a pas baissé pour les entreprises. Donc, cela ne sert à rien.

Troisième cas : les entreprises conservent la baisse de cotisations sociales (pour en faire ce qu'elles veulent), et le pouvoir d'achat des salariés baisse. CQFD.

Corollaire : il existe une variante possible du troisième cas où une partie plus importante du supplément de CSG porte sur les retraités. Vous demandez un rapport à la Cour des comptes pour pointer les privilèges des retraités. Ah ! c'est déjà fait ? Alors prévoir une juste répartition de cet effort.

Théorème 3

Réduire le coût du travail n'aura pas d'effet sur les exportations.

Démonstration : imaginons qu'on baisse le coût du travail par de nouveaux allègements de cotisations. Comme il est impossible de cibler les seules entreprises exportatrices, toutes les autres seront ravies de ce coup de pouce. Quant à celles qui exportent, elles auront le choix entre deux utilisations de cette manne : soit baisser leurs prix pour être plus compétitives et donc exporter plus ; soit augmenter leur taux de marge. Dans le premier cas, elles vont se trouver confrontées à cette dure réalité : un marché mondial en ralentissement et à peu près plat en Europe, où tous les autres pays auront eu la même bonne idée. Or, pour augmenter sa part de marché, il faut qu'il y en ait d'autres qui baissent (c'est de l'arithmétique plutôt que de l'économie). Si les entreprises gardent pour elles les baisses de charges, il faut alors se demander à quoi elles vont utiliser ce bonus. Elles pourraient investir ou augmenter leurs dépenses de recherche-développement mais le climat des affaires morose n'est pas très encourageant. Dès lors, les entreprises seront tentées d'investir ailleurs qu'en Europe, sur des marchés plus dynamiques, ou à continuer à distribuer des dividendes, comme elles le font malgré la crise.

Théorème 4.**L'infléchissement du chômage est hors de portée des politiques néolibérales.**

Notre président est depuis longtemps convaincu que la croissance est le seul moyen de créer des emplois. Ce n'est pas vrai - en tout cas à moyen terme - mais c'est son point de vue. Et pourtant, il fait tout pour la casser. Depuis le début de la crise, l'investissement est en berne, et le seul élément un peu porteur de la demande intérieure est la consommation, celle des ménages mais surtout les dépenses publiques. Or, ces deux robinets vont être fermés, et on voit mal comment les exportations pourraient prendre le relais. Le gouvernement table sur 0,8 % en 2013 et tout le monde dit que ce sera moins. Et ensuite ? Il prévoit que l'on retrouvera une croissance à 2 % dès 2014. Mais d'où pourrait-elle venir ? Conclusion : avec de telles orientations, la courbe du chômage va s'infléchir, mais à la hausse.